



HAL
open science

Les pratiques culturelles : quelle démocratisation ?

Isabelle Charpentier, Emmanuel Pierru

► **To cite this version:**

Isabelle Charpentier, Emmanuel Pierru. Les pratiques culturelles : quelle démocratisation ?. Les Cahiers français : documents d'actualité, 2003, Culture, Etat et marché, 312, pp.25-30. hal-03686769

HAL Id: hal-03686769

<https://hal-u-picardie.archives-ouvertes.fr/hal-03686769>

Submitted on 4 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Article paru dans : *Les Cahiers Français*, n° 312 : « Culture, État & marché », Paris, La Documentation Française, janvier-février 2003, pp. 25-30.

Les pratiques culturelles : quelle démocratisation ?

Par Isabelle CHARPENTIER (Université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines ; Centre de Sociologie Européenne) & Emmanuel PIERRU (Université de Paris I - Sorbonne)

La relation entre l'offre culturelle sous ses formes multiples et la structuration des goûts, attentes et pratiques des consommateurs n'est pas uniforme. Elle varie notamment en fonction des niveaux d'exposition, divers et sélectifs, des différents publics, en particulier en milieux populaires et, plus généralement, parmi les personnes les plus démunies en capital culturel hérité (diplômes des parents) et/ou acquis (niveau de diplôme de l'individu). Nuançant l'hypothèse d'un intérêt universellement partagé pour la "culture" et d'une démocratisation "en profondeur" de celle-ci, fondée notamment sur l'élévation continue du niveau de scolarité¹ et de vie et l'accroissement du temps de loisir, l'exploitation statistique (primaire et secondaire) des données des enquêtes *Pratiques culturelles des Français* lancées depuis 1973 par le Département des études et de la prospective du Ministère de la culture sous l'égide d'O. Donnat permet au contraire de montrer à quel point, bien davantage que la proximité géographique et/ou la multiplication du nombre des équipements, les "variables sociologiques lourdes" (sexe, âge, niveau de diplôme, catégorie socioprofessionnelle, origine sociale, taille de la commune de résidence, revenu) restent plus que jamais opérantes pour saisir les logiques de différenciation à l'œuvre dans l'intensité de l'exposition à l'offre culturelle.

Le rapport cultivé à l'art et à la culture : une compétence qui ne se distribue pas culturellement, socialement et économiquement au hasard

Pourtant, les loisirs culturels de sortie, la fréquentation des établissements culturels tendent globalement à progresser entre 1973 et 1998 - quoique avec des nuances sensibles - dans la plupart des secteurs : bibliothèques, salles de concert classique, jazz ou rock, théâtre, musées, expositions d'art, cinéma, monuments historiques. Néanmoins, derrière cette progression apparente des pratiques et consommations culturelles, joue bien davantage un *effet de structure* (lié à la nature des transformations socio-démographiques affectant la population, à l'instar de l'augmentation du poids relatif des cadres et professions

¹ Voir Baudelot (C.) et Establet (R.). *Le Niveau monte*, Paris, Seuil, 1989.

intellectuelles supérieures) qu'un réel effet de démocratisation culturelle à proprement parler. La plus grande fréquentation culturelle apparaît ainsi imputable à un gonflement des populations traditionnellement les plus consommatrices lesquelles, par ailleurs, consomment encore plus de biens culturels qu'auparavant².

Si les pratiques des ruraux augmentent sensiblement (essentiellement là aussi en raison des modifications structurelles qui affectent le profil sociologique des habitants des petites communes), ce sont néanmoins les résidents des grandes agglomérations urbaines (où se concentrent tant l'offre que la demande) et tout particulièrement les Parisiens qui continuent à détenir tous les records de sorties et d'activités culturelles. En cette matière, les écarts entre les pratiques des habitants de la capitale et celles des provinciaux tendent même à s'accroître. De même, toutes les enquêtes montrent que la propension aux loisirs culturels est plus accentuée chez les femmes, en particulier lorsque ces activités se déroulent dans le cadre domestique (lecture de fictions romanesques³), et qu'elle augmente avec le revenu, l'ancrage de valeurs politiques "de gauche", l'athéisme et surtout avec le niveau de diplôme, qui demeure en cette matière l'indicateur le plus prédictif et discriminant : les pratiques des diplômés du supérieur se distinguent nettement de celles des non diplômés et même de celles des titulaires du seul baccalauréat. Tout se passe comme si la diffusion élargie de ce dernier titre scolaire entraînait une course poursuite aux écarts distinctifs au sein des catégories les plus diplômées⁴.

Corollairement, le fait le plus frappant demeure le maintien sur la période - voire l'accentuation dans certains cas - de profonds écarts en matière de pratiques culturelles entre les différents groupes sociaux. Comme le corrobore en tous points le volet "loisirs" de l'enquête "*Emploi du temps*" 1998-1999 de l'INSEE⁵, l'écoute quotidienne et intensive de la télévision, pratique de masse, est d'autant plus probable que le capital culturel détenu est faible, que l'on descend dans la hiérarchie des catégories socioprofessionnelles, des qualifications et des revenus, enfin que la taille de la commune de résidence diminue ; en

² Donnat (O.). "La stratification sociale des pratiques culturelles et son évolution 1973-1997", in *Revue Française de Sociologie*, XL-I, 1999, pp. 111-119.

³ Sur les effets spécifiques du genre, notamment en matière de pratiques lectorales, voir Charpentier (I.), Darras (E.), Lehingue (P.) et Pierru (E.). *Les Pratiques culturelles des Français(e)s*, rapport pour le Département des Etudes et de la Prospective du Ministère de la Culture, 2001.

⁴ On comprend d'ailleurs mieux ainsi les limites intrinsèques d'une politique publique de démocratisation culturelle, en raison même du système des goûts de ceux qui sont chargés de la mettre en œuvre. O. Donnat et D. Cogneau font ainsi pertinemment remarquer que "*les producteurs et intermédiaires culturels légitimes ne peuvent offrir ou conseiller ce qu'ils détestent au plus haut point*", soit les biens ou producteurs symboliques "communs", "vulgaires", qui ont pourtant la préférence des moins compétents culturellement... Donnat (O.) et Cogneau (D.), *Pratiques culturelles des Français, 1973-1989*, Paris, La Découverte / La Documentation française, 1990, p. 249.

⁵ Voir notamment Coulangeon (P.), Menger (P.-M.) et Roharik (I.). "Les loisirs des actifs : un reflet de la stratification sociale", in *Economie et Statistique*, n° 352-353, 2002.

outre, cette activité réduit d'autant l'occurrence de pratiques cultivées domestiques (lecture, écoute de musique) ou *a fortiori* extérieures au foyer, même occasionnelles. A l'inverse, "*le fait de ne pas regarder du tout la télévision pendant le temps libre est associé aux caractères opposés (cadres, habitants des grandes agglomérations et singulièrement parisiens) et à la fréquentation des équipements culturels*"⁶.

Concernant en revanche les pratiques culturelles régulières les plus distinctives, on assiste bien davantage à un accroissement (tant en termes de fréquence que d'intensité), à une diversification et à une forte cumulativité des activités domestiques (lecture de livres et de la presse d'information nationale⁷, écoute de musique classique) et surtout extérieures de la part des publics traditionnels de la culture (cadres et professions intellectuelles supérieures, professions libérales, étudiants et, dans une moindre mesure déjà, cadres moyens) - et ce d'autant plus qu'ils sont davantage dotés en capital scolaire - qu'à un réel élargissement à de "nouveaux" pratiquants (ouvriers et employés, agriculteurs). En cette matière, le capital culturel détenu (acquis comme hérité) et la position sociale occupée apparaissent beaucoup plus discriminants que le niveau de revenu.

Le rapport cultivé à l'art et à la culture, les compétences cumulatives qu'il suppose, dont les conditions de possibilité ne se distribuent donc pas, aujourd'hui comme hier, culturellement, socialement et économiquement au hasard, demeurent l'exception malgré la démocratisation relative du système scolaire et persistent à structurer de manière rigide goûts et dégoûts en matière culturelle⁸. Outre les handicaps culturels hérités et/ou acquis, de nombreux obstacles matériels (monétaires, géographiques, présence de jeunes enfants...) et surtout symboliques (sentiment intériorisé d'incompétence) se cumulent fréquemment. L'exemple des pratiques parmi les plus élitaires, telles l'assistance à un concert de musique classique ou la fréquentation régulière des musées, vient pertinemment "*rappeler qu'une augmentation des entrées dans un équipement ne signifie pas nécessairement diversification des publics*"⁹. En matière de pratique muséale, l'augmentation en volume des fréquentations est ainsi très largement à relier à l'élargissement du public des cadres et, à un degré bien moindre, à la captation de "nouveaux" publics moins socialement et culturellement favorisés, réagissant souvent à des politiques conjoncturelles d'incitation (par exemple, gratuité de

⁶ *Ibid.*, note 5 p. 45.

⁷ Voir Charpentier (I.). "Une pratique rare et sélective : la lecture de la presse d'information générale et politique", à paraître in Legavre (J.-B.) (dir.). *La Presse écrite : un objet délaissé ? Regards sur la presse écrite française*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2003.

⁸ Sur cette question, voir plus généralement le classique Bourdieu (P.). *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

l'accès au Louvre le premier dimanche du mois)¹⁰. Le même constat peut être fait pour la fréquentation des salles de cinéma, pratique *a priori* moins socialement distinctive, laquelle, derrière la stabilité de son évolution de 1973 à 1997, masque de profonds mouvements souterrains en termes de transformations de la composition des publics, dont la principale est le net retrait des milieux populaires et surtout des ouvriers¹¹. L'augmentation continue du prix des places sur la période constitue un premier élément d'explication à cette désaffection, à laquelle il convient d'ajouter la progression de l'équipement des foyers en magnétoscopes, la consommation à domicile de cassettes vidéo ou, plus récemment, de DVD, la diffusion des micro-ordinateurs et d'Internet, ainsi que l'abonnement à des chaînes télévisées thématiques du câble ou du satellite. Pour les (éventuels) "nouveaux" publics comme pour les pratiquants cultivés traditionnels et souvent "cumulards"¹², ces formes émergentes de réception de la culture et de l'art entraînent aussi des usages différenciés et des rapports renouvelés aux œuvres, dont il conviendrait d'étudier systématiquement les modalités spécifiques, en particulier en fonction de l'âge, du statut social, du niveau de diplôme et du sexe des individus.

Cette synthèse rapide d'éléments bien connus relativisant très largement la portée d'une "démocratisation" élargie des pratiques culturelles, mythe mobilisateur mais largement fantasmagorique sous-tendant l'essentiel des politiques publiques en cette matière, montre donc en creux qu'il faut aller plus loin si l'on souhaite progresser dans la compréhension de l'exposition des individus à l'offre culturelle. Pour saisir la complexité des relations qu'ils nouent avec "la culture", une analyse statique est nécessaire mais non suffisante. On ne peut par exemple se satisfaire sociologiquement du simple constat qu'il existe une corrélation évidente entre le sexe et la pratique de la lecture. Encore faut-il donner un *sens* à cette *corrélation* pour qu'elle devienne une véritable *causalité*. De même, le genre n'apparaît pas dissociable de l'ensemble des autres caractéristiques sociales des individus (les *habitus* et l'*ethos* de classe). Les pratiques culturelles sont le produit de combinaisons complexes mais cohérentes de "propriétés sociales" que le statisticien appelle des "variables". On sait, par exemple, que derrière un statut socioprofessionnel *facialement* identique, les cadres du privé et ceux du public n'entretiennent pas le même rapport à la culture. Le travail du sociologue

⁹ Donnat (O.). "La démocratisation de la culture en France à l'épreuve des chiffres de fréquentation", in *Circular*, n° 14, octobre 2002, p. 3.

¹⁰ Octobre (S.). "Les pratiques muséales des Français", in *Regards sur l'actualité*, mars 2001, p. 46.

¹¹ Donnat (O.). "La démocratisation de la culture en France à l'épreuve des chiffres de fréquentation", art. cité, p. 3.

des pratiques culturelles ne peut se limiter à faire pareseusement des associations entre telle variable de position (la catégorie socioprofessionnelle par exemple) et telle pratique ou consommation culturelle : il lui faut saisir *des rapports à la culture*, non seulement objectivement déterminés par la place occupée dans la division du travail social, mais aussi subjectivement perçus (les goûts et dégoûts).

En outre, la position sociale est toujours partiellement le produit d'une histoire, individuelle mais aussi collective (celle du groupe social auquel on appartient)¹³. Il convient donc aussi de prendre la mesure des trajectoires (appréhendées au travers de l'origine sociale). O. Donnat posait l'hypothèse générale d'un effet, encore très largement inexploré, de la mobilité sociale sur l'ensemble des consommations et pratiques culturelles : on observerait, dans les cas de trajectoires sociales ascendantes, un possible effet de rattrapage culturel ou, à l'inverse, pour les déclassés par le bas, de probables effets d'inertie culturelle¹⁴. L'analyse des comportements culturels sociables des mobiles sociaux, notamment de ceux issus de milieux populaires démunis en capital culturel, peut donc fournir des éclairages complémentaires intéressants.

Les effets de la mobilité sociale sur les sociabilités culturelles

Sur la base d'une exploitation statistique secondaire inédite des données de l'enquête *Pratiques culturelles des Français* de 1997 et d'une série d'entretiens semi-directifs approfondis, on a cherché à tester cette hypothèse générale et à saisir les effets du legs culturel familial sur les conditions de formation et d'évolution des pratiques et des goûts culturels d'individus ayant expérimenté une mobilité sociale, notamment ascendante. Ces "*métis sociaux*"¹⁵, pour reprendre l'expression de C. Grignon, se trouvent en effet à la confluence de divers groupes d'appartenance, dont l'influence prescriptive, incitant à telle pratique culturelle ou stigmatisant telle autre, peut être simultanée et/ou successive, et éventuellement contradictoire diachroniquement et/ou synchroniquement. En raison des données disponibles, on s'est particulièrement intéressé à leurs échanges matériels et discursifs autour de la lecture et des disques¹⁶.

¹² D'où aussi l'accentuation des écarts de pratiques entre groupes sociaux. O. Donnat évoque ainsi les "*cinéphiles accumulant les cassettes vidéo*", les "*visiteurs de musées virtuels sur l'internet*" ou encore "*les mélomanes traquant le son "pur" dans les dernières innovations technologiques*". *Ibid.*

¹³ Pour tous ces éléments, on se reportera au livre de référence sur le sujet : Bourdieu (P.). *La Distinction*, *op. cit.*

¹⁴ Donnat (O.). "La stratification des pratiques culturelles", art. cité, p. 116.

¹⁵ Grignon (C.). Préface à Hoggart (R.). *33 Newport Street, autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, Paris, Seuil / Gallimard, 1991, p. 8.

¹⁶ A partir des données de l'enquête *Pratiques culturelles des Français* de 1997, nous avons construit un indicateur synthétique de mesure de la sociabilité culturelle qui repose sur trois items : a) le prêt ou l'emprunt de

Première remarque tout d'abord, qui permet de mettre en perspective les résultats plus spécifiques. Lorsque l'on s'intéresse au profil général des "sociables" en matière de transactions culturelles au sens de l'indicateur retenu, on constate assez logiquement l'existence d'importants écarts selon la profession de l'interviewé : on trouve 31 % de "sociables" au sein des classes supérieures, 29 % parmi les classes moyennes et 17 % au sein des classes populaires. On a ainsi presque deux fois plus de chances de prêter, d'emprunter des disques ou des livres et de parler de ses lectures parmi les premières qu'au sein des dernières. On rejoint ici le constat dressé par F. Héran lors d'une enquête de 1988 portant sur les lois sociales gouvernant la distribution des pratiques et sociabilités culturelles : il existe « *une sociabilité très moyenne du monde ouvrier, toutes catégories confondues* », et ce « *contrairement aux idées reçues sur la sociabilité populaire* »¹⁷. Toutefois, l'enquête qualitative permet de mettre en évidence qu'en particulier en milieux populaires, le fait de ne pas emprunter et, surtout, de ne pas prêter de livres n'implique pas nécessairement l'absence de rapports aux livres et à la lecture, bien au contraire, et n'interdit pas de discuter de ses lectures, même si tous les agents culturellement dominés ne se sentent pas socialement autorisés à tenir de telles discussions, encore moins par conséquent à prescrire, conseiller ou offrir des ouvrages dans leur entourage, en particulier auprès de représentants d'autres catégories sociales qu'ils peuvent côtoyer, parce qu'ils se considèrent eux-mêmes comme "faibles" ou "mauvais" lecteurs et/ou par crainte de paraître "prétentieux"¹⁸.

De tels comportements de retrait en matière de transactions matérielles et symboliques autour du livre se rencontrent fréquemment parmi les mobiles sociaux ascendants d'origine populaire, qu'ils aient intériorisé l'illégitimité ou la faiblesse quantitative de leurs pratiques lectorales passées ou actuelles par rapport à celles qu'ils pensent avoir cours dans la classe qu'ils ont rejointe et/ou qu'ils ne soient pas certains de la plus grande dignité de leurs lectures présentes. Enfin, la réticence, fréquente dans les entretiens, en particulier chez les femmes, à prêter des livres s'explique aussi par le rapport souvent révérencieux entretenu avec cet objet en milieux populaires : parfois sacralisé, voire fétichisé, le livre apparaît comme un bien qu'il convient de "respecter", de ne pas "abîmer", et que l'on craint de ne pas récupérer ou en mauvais état.

disques ou de cassettes à des amis ou à des parents n'habitant pas avec la personne interviewée au cours des douze derniers mois ; b) le prêt ou l'emprunt de livres à une personne extérieure au foyer au cours des douze derniers mois ; c) les discussions autour des lectures avec des membres de la famille, des amis ou des collègues, éventuellement avec des personnes autres que celles-ci, discussions susceptibles d'entraîner des pratiques prescriptrices, sous forme de conseils de lecture ou d'incitations à lire.

¹⁷ Héran (F.). « La sociabilité : une pratique culturelle », in *Economie et Statistique*, n° 216, 1988, p. 18.

¹⁸ Sur cette question, on renvoie au débat entre Bourdieu (P.) et Chartier (R.). "La lecture : une pratique culturelle », in Chartier (R.), *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1985.

D'autres indicateurs plus précis confirment l'hypothèse que les sociabilités culturelles sont très fortement marquées par l'empreinte des origines sociales : si l'on considère d'abord les "immobiles" sociaux en milieux populaires (cas où l'interviewé relève professionnellement des classes populaires alors que son père était dans le même cas), on constate qu'ils présentent le profil moyen de la sociabilité culturelle au sein des catégories dominées : 16 % déclarent ainsi parler / prêter / emprunter des livres ou des disques, alors que la moyenne en milieux populaires est de 16,7 %. Les déclassés par le haut tendent, eux, à s'indexer sur le niveau de sociabilité culturelle de leur nouveau groupe d'appartenance, que celui-ci relève des classes moyennes ou supérieures, quoiqu'à un seuil légèrement inférieur. Même si le "rattrapage" n'est donc pas total, on peut parler dans ce cas d'effet d'aspiration culturelle, qui laisse supposer d'importantes pratiques de prescription en la matière de la part des membres de la catégorie rejointe, confirmées par les entretiens. Par exemple, les agents d'origine populaire dont le groupe professionnel d'appartenance actuelle relève des classes moyennes (essentiellement des professions intermédiaires) sont 26 % à déclarer des pratiques de sociabilité culturelle, contre 28,9 % pour la moyenne des catégories intermédiaires.

S'agissant enfin des déclassés par le bas, c'est-à-dire ceux qui appartiennent actuellement par leur profession aux milieux populaires alors que leur origine sociale ne l'était pas, on observe une *inertie des pratiques de sociabilités culturelles*, qui demeurent indexées sur le niveau de la catégorie d'origine. Tout se passe donc comme si jouait en l'espèce un effet de cliquet, bien que le déclassement social s'accompagne d'un léger fléchissement des pratiques de sociabilité culturelle. Par exemple, les enquêtés relevant actuellement par profession des classes populaires dont le père appartenait aux catégories moyennes sont 27,5 % à déclarer parler / prêter / emprunter des livres ou des disques, contre 28,8 % pour la moyenne des classes intermédiaires.

Concernant les effets des trajectoires sociales sur les pratiques de sociabilités culturelles, il faut enfin souligner l'effet spécifique du genre, en interrogeant la pertinence des indicateurs de mobilité sociale retenus, qui aboutissent souvent à mesurer les trajectoires des individus en fonction de l'origine sociale du père. Or, lorsque l'on y substitue celle de la mère, on observe systématiquement dans les déclarations de pratiques de sociabilités lectorales et musicales des variations sensibles, de l'ordre de 3 à 4 points. On peut ainsi prolonger l'une des hypothèses développées par B. Lahire¹⁹ à propos des modalités sexuellement différenciées des investissements scolaires et culturels des parents de milieux populaires en matière d'éducation des enfants, en particulier lorsqu'il s'agit de filles : lorsque

¹⁹ Lahire (B.). *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Seuil / Gallimard, 1995.

la mère est plus culturellement dotée que le père, c'est en effet bien souvent elle qui incarne la volonté d'ascension sociale du couple et qui fait montre de "bonne volonté culturelle" en matière de pratiques et de discussions autour des livres, de l'écriture, de sorties au cinéma ou d'écoute de disques avec l'enfant. La transmission du petit capital culturel familial s'avère ainsi souvent déterminante dans les processus de socialisation primaire et d'acculturation des enfants : en ce qu'il favorise leur adaptation aux exigences du système d'enseignement pourtant *a priori* très éloignées des pratiques sociales et culturelles en vigueur dans le milieu d'origine, ce processus s'avère aussi fondamental pour comprendre, au moins pour partie, la réussite scolaire et la mobilité sociale ascendante d'enfants situés dans des configurations familiales populaires de ce type. Une étude de l'INSEE a également bien montré le poids décisif de l'environnement familial dans l'apprentissage du goût de la lecture : chez l'enfant, la transmission se fait essentiellement "par imitation" (il lit parce qu'il voit ses parents s'adonner régulièrement à cette activité). Ce vecteur (d'autant plus probable que les parents sont culturellement dotés) connaît cependant des limites dans son efficacité : près de 30 % d'enfants sont ainsi des lecteurs dans des familles où les parents lisent peu voire pas, alors que 21 % d'enfants ne lisent pas dans des familles où, pourtant, la lecture est une pratique particulièrement valorisée²⁰. L'inégal effet du milieu social d'origine (affranchissement ou reproduction du modèle familial) comme le poids différencié des socialisations primaires et secondaires doivent donc aussi être appréhendés d'un point de vue sociologique²¹. L'approche qualitative permet souvent de saisir plus finement comment sont gérées les tensions lorsque la culture familiale populaire héritée entre en dissonance avec la culture légitime diffusée notamment par le biais de l'école, ou acquise dans des pratiques autodidactiques, et souvent redoublée par l'alliance avec un individu plus doté socialement et culturellement.

S'éloignant de la perspective de la persuasion clandestine, qui a hanté les études pionnières en sociologie de la communication (les médias exerceraient des effets aussi puissants que directs et dicteraient aux individus, isolés et non caractérisés socialement, ce qu'ils doivent penser)²², notre démarche de recherche s'inscrit dans une problématique plus générale questionnant la réception des biens symboliques, centrée sur les inégalités sociales persistantes face aux biens et pratiques culturels. Les quelques hypothèses et premiers résultats présentés ici visent en particulier à prolonger certaines réflexions amorcées par

²⁰ Michaudon (H.). "La lecture, une affaire de famille", in *INSEE Première*, n° 777, mai 2001.

²¹ Voir par exemple, pour les pratiques lectorales, Mauger (G.), Poliak (C.), Pudal (B.). *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan, 1999.

²² Pour une discussion et une mise en perspective de cette problématique, voir Pierru (E.). « "Effets politiques des médias" et sociologie prophétique - Pour une sociologie des rapports ordinaires à l'information politique », à paraître in Legavre (J.-B.) (dir.). *La Presse écrite*, *op. cit.*

l'équipe réunie autour de P. Lazarsfeld pour les enquêtes *People's Choice*²³ et *Personal Influence*²⁴ (notamment l'hypothèse des effets indirects et médiatisés des médias²⁵), en essayant de mettre en évidence le rôle de leaders d'opinion culturelle, susceptibles d'infléchir et/ou de (ré)orienter les pratiques des individus sur lesquels ils exercent une "influence" dont on cherche à saisir les modalités et les ressorts. Contre toute interprétation misérabiliste²⁶ ou ethnocentriste, les moins compétents culturellement peuvent répondre de manière différenciée (et non forcément passive) à la violence symbolique qui leur est faite. Et il existe aussi au sein des groupes dominés des leaders d'opinion culturelle qui entretiennent un rapport polymorphe à l'art et à la culture, notamment - quoique non exclusivement - légitime : en matière de pratiques de lecture en particulier, on songe ici aux "braconnages" pour reprendre la jolie expression de M. de Certeau²⁷, aux phénomènes d'attention "oblique" décrits par R. Hoggart²⁸, ou "nonchalante", pour suivre cette fois A.-M. Thiesse²⁹, aux divers malentendus d'appropriation, aux détournements de sens plus ou moins "intéressés" des messages, des textes, des produits³⁰, voire des établissements culturels, par les agents sociaux les plus éloignés de la culture légitime. Ce sont aussi ces réceptions différenciées qu'il convient aujourd'hui sans doute d'étudier finement si l'on souhaite progresser dans la compréhension des pratiques et usages concrets de l'offre culturelle et réfléchir à ses éventuelles adaptations.

²³ Lazarsfeld (P. F.), Berelson (B.), Gaudet (H.). *The People's Choice*, New York, Columbia University Press, 1944.

²⁴ Katz (E.), Lazarsfeld (P.F.). *Personal Influence - The Part played by People in the Flow of Mass Communication*, Glencoe Free Press, 1964.

²⁵ Sur cette hypothèse, dite du "flux de communication en deux temps" (*two-step flow of communication*), essentielle pour comprendre la transmission et la réception des biens symboliques, on renvoie aux articles de Katz (E.). "The Two-Step Flow of Communication : An Up-to-Date Report on an Hypothesis", in *Public Opinion Quarterly*, vol. XXI, 1957, pp. 61-78 et "La recherche en communication depuis Lazarsfeld", in *Hermès*, n° 4, 1989.

²⁶ Sur cette notion, voir Grignon (C.), Passeron (J.C.). *Le Savant et le populaire - Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Hautes Études / Gallimard / Le Seuil, 1989.

²⁷ Certeau (M. de). "Lire : un braconnage", in *L'Invention du quotidien I. Arts de faire*, Paris, UGE/10-18, 1980, p. 287 et s.

²⁸ Hoggart (R.). *La Culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1971.

²⁹ Thiesse (A.-M.). *Le Roman du quotidien - Lecteurs et lectures populaires à la Belle Époque*, Paris, Seuil, 2000 (e.o. Le Chemin Vert, 1984).

³⁰ Dans la lignée cette fois des travaux de R. Chartier (sur la réception des ouvrages de la Bibliothèque bleue des libraires troyens, voir *Lectures et lecteurs dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Seuil, 1987 et "Livres bleus et lectures populaires", in Chartier (R.), Martin (H.-J.) (dir.). *Histoire de l'édition française*, tome II : *Le livre triomphant 1660-1830*, Paris, Fayard / Promodis, 1990, pp. 498-511) ou de J. Radway (sur la réception des *romance novels* - romans sentimentaux -, voir *Reading the Romance. Women, Patriarchy and Popular Literature*, Chapel Hill & London, University of North Carolina Press, 1984).